11 octobre 1984 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Bordeaux, jeudi 11 octobre 1984.

Monsieur le maire,
- Mesdames et messieurs,
- Je ne savais pas les Girondins si patients, à moins qu'ils ne soient très courtois. Depuis ce matin, à Périgueux, nous n'avons pu vaincre le brouillard qui a changé complètement les données de mon itinéraire, m'obligeant à ramper sur le sol au lieu de traverser les airs. Tandis que comme je viens de vous l'indiquer, dès le point de départ, nous avons eu beaucoup de peine et pris beaucoup de temps pour atterrir, simplement atterrir à Périgueux, et voilà comment les choses furent telles qu'à cette heure tardive, dans cette mairie, vous voici encore présents. Espérons que demain le ciel de notre Aquitaine nous sera plus clément. Merci en tout cas de votre accueil. Je sais parfaitement où je suis, à l'Hôtel de Ville de Bordeaux. Ici à mes côtés se trouve le maire de Bordeaux `Jacques Chaban-Delmas` £ le maire de Bordeaux, c'est une personnalité nationale, ses signes distinctifs sont connus de tout le monde, y compris de moi-même, et je ne pense pas que mes signes distinctifs soient tellement ignorés. Mais il est agréable pour moi d'aller partout où c'est la France. Je ferai 19 étapes dans les 5 départements de la région Aquitaine en un peu moins de 3 jours. Comment eut-il été concevable que l'une de ces étapes ne fût pas l'Hôtel de Ville de Bordeaux, Bordeaux la capitale ! Bien entendu, personne n'y a songé. D'autant plus que je me sens pour le temps de ma fonction partout chez moi. Je me trouvais, il n'y a pas si longtemps, à une finale de la Coupe de France de football. Il y avait là Nantes contre Paris-Saint-Germain. Mon voisin de ce moment-là, c'était le maire de Paris `Jacques Chirac`, et il y avait aussi naturellement le maire de Nantes et au bout de la première mi-temps, Nantes semblait devoir l'emporter. Je me suis penché vers mon voisin, le maire de Paris, et je lui dis : "Vous êtes inquiet ?" "Et comment ne le serais-je pas", répond-il ?" Et je lui dis "Eh bien, moi je ne le suis pas, pas pour les raisons que vous pouvez penser mais seulement parce que, pour moi, Nantes et Paris sont dans ma circonscription". Eh bien Bordeaux est dans ma circonscription, et je trouve tout naturel d'y rencontrer des Français, même si la majorité de ces Français dans cette ville, depuis longtemps il faut le dire, marque une constante qui n'est pas exactement conforme à mes choix. Ainsi vont les choses, ainsi va la France et plût au ciel que la République en France permît au chef de l'Etat d'abord, et aussi à tous ceux qui représentent le pays, d'être en mesure de tendre la main, de la serrer, de passer un moment de convivialité où sont respectées, comme ici, parfaitement les règles de l'accueil, et où bien entendu, chacun garde cette liberté essentielle qui est de choisir comme il le pense le destin du pays. Telle est la règle que je me suis fixée et qui transparait à l'évidence des paroles que vous venez de prononcer.\
Dans quelques propos, purement pratiques, défendant les intérêts de votre ville qui, en effet, a connu depuis la dernière guerre mondiale un développement particulièrement intéressant, vous vous en preniez à la fiscalité et au rôle de l'Etat. Je corrigerai vos propos, si vous le permettez en vous disant que le gouvernement que j'ai constitué, celui de M. Pierre Mauroy, a fait adopter la loi de décentralisation. Est-ce que vous voulez y renoncer ? Non, vous ne l'y avez pas beaucoup aidé, je ne parle pas de vous spécialement... Donc, c'est un acquit. Il ne faut pas que cet acquit soit déformé, et je comprends votre inquiétude par la façon dont la décentralisation serait réalisée, c'est-à-dire que l'Etat prenne d'une main ce qu'il a donné, ce qui créerait une situation perverse.
- Je vous répète ici ce que j'ai dit à Agen où j'entendais un discours sur ce thème mais sur une

note plus aigüe, où je disais "non, l'Etat a transféré aux collectivités locales régions et départements, ses compétences dans les domaines de la loi, mais il a également transféré ses crédits au centime près". Et cela a été constaté et enregistré par la commission nationale chargée de contrôler, laquelle est composée, puisqu'il y a beaucoup d'élus locaux, par une majorité d'opposants qui ont eu la bonne grâce de publier le résultat de leur enquête et de dire ce que je répète, centime pour centime.
- On peut se trouver désorienté par le fait que le degré d'application de ces mesures n'est pas exactement semblable. Il y a des dotations globales d'équipement qui, comme le nom l'indique, rassemblent des aides qui naguère étaient dispersées dans des aides sectorielles. On s'était habitué, et il était difficile de se déshabituer. Un certain goût de la subvention avait été pris, il faut le dire. J'en suis témoin pour avoir été moi-même 35 ans député, 32 ans conseiller général, 17 ans président d'un Conseil général et 22 ou 23 ans maire d'une commune, carrière brutalement interrompue en 1981.
- J'ai donc vécu tout cela, et épousé ce système. Je sais bien que si j'avais encore ces charges, je pourrais me poser des questions, avoir des incertitudes, mais je vous dis, je vous le confirme et j'ai le devoir de vous parler clairement, de respecter ce que vous êtes, les compensations sont bien faites au centime près. Donc, l'Etat a transformé sur ce -plan les règles de répartition, ou plutôt la méthode de répartition mais pas les proportions.\
Vous vous êtes inquiété des dispositions qui se trouvent dans la loi de finances, et qui prévoient - hors de ce système - mais après tout, je comprends que l'argument peut venir à l'esprit, comme une sorte de façon de reprendre une partie de ce qui a été consenti par le fait que les collectivités locales seraient appelées par le projet à participer pour trois milliards de francs à l'effort de rigueur budgétaire imposé aux finances publiques.
- Un groupe parlementaire de la majorité - on dira même le groupe de la majorité ce qui serait une expression cursive finalement plus exacte, mais enfin cela suffit, c'est la majorité - ce groupe a demandé au gouvernement de renoncer à cette disposition. Je crois savoir que le gouvernement n'y est pas opposé et il est excellent que le Parlement ait son mot à dire, c'est le jeu même de nos institutions. Et les institutions de la République, quel que soit son numéro, c'est de donner au Parlement les prérogatives qui reviennent à la représentation nationale. On peut donc penser que cette alerte étant apaisée, ce type d'argument cessera.
- Mais assurément, nous sommes tous individus, familles, professions, collectivités de toutes sortes, la France. Nous, vous, moi, nous sommes tous contraints d'aborder les difficultés de la crise pour assurer le redressement national, ce qui s'appelle ou se résume dans un mot la "rigueur". Je n'en fais pas une philosophie mais j'en fais une méthode dans le souhait que tous les efforts consentis pour la reprise de l'activité économique puissent commencer de mettre un terme aux tares dont nous souffrons comme les autres dans tout l'Occident, comme toute l'Europe des Dix `CEE`. Combien sont plus frappés que nous parmi nos puissants voisins ! Mais enfin le mal des uns ne peut faire le bonheur des autres. Nous avons besoin de lutter contre le chômage ce mal majeur et nous n'y parviendrons qu'en dotant les énergies créatrices de la France de tous les moyens nécessaires. Et le premier de ces moyens c'est de former les femmes et les hommes aux métiers qu'ils feront, de les adapter aux technologies qui s'imposent déjà et qui changent si vite qu'on pouvait dire récemment, je crois que c'était le Premier ministre, mais c'est une donnée connue de tous, que la plus grande part des objets dont nous nous servirons dans cinq ans n'existent pas encore. Voilà.\
Enfin, mesdames et messieurs, cet effort étant accompli, soyez sûrs que le chef de l'Etat a pour objectif essentiel de répondre à cette angoisse, celle des millions de gens, de travailleurs frappés par le chômage et de tous ceux qui, alentour, s'inquiètent pour eux-mêmes. C'est ma pensée - j'allais dire sur le -plan de la politique intérieure - mon unique pensée. Mais il est normal que j'attende du pays qu'il observe, dans un combat si dur, un comportement qui rejette au dehors les illusions ou qu'il se contente des apparences comme le réveil de l'activité économique commencé dans de nombreux secteurs et vous en avez dans cette ville et dans cette région qui devient l'un des pôles technologiques de la France. Vous vous flattiez à juste -titre, de l'évolution de Bordeaux et de sa région et cela participe aussi à l'effort de la France qu'on observe un peu

de Bordeaux et de sa région et cela participe aussi à l'effort de la France qu'on observe un peu partout, pas assez ! On ne restaurera pas l'activité française sans avoir mis de côté ce qui est dépassé et choisi tout ce qui représente non seulement l'avenir mais déjà le présent.
- Bon ! Je ne vais pas essayer de vous en convaincre sur le -plan des principes : c'est sûrement déjà fait ! Le débat est sur les méthodes et nous n'allons pas engager, à l'heure qu'il est, à Bordeaux, une discussion entre nous sur ce qu'il conviendrait d'inventer. Nous n'allons pas régler non plus, en l'espace de trois minutes, un débat alimenté depuis beaucoup d'années et qui a fait, vous l'avez dit que nos routes se sont croisées, décroisées, recroisées, décroisées : c'est comme cela depuis les premiers jours de la Résistance !\
C'est en 1943, avant mon départ pour l'Angleterre que nous nous sommes rencontrés, nous nous sommes revus à mon retour après le mois de février 1944. Il faut du temps. Vous aviez raison de rappeler que dans la petite commune de Boé, près d'Agen, quelques enfants ont récité un admirable poème d'Aragon sur la France. Oui, nous aurions pu, nous pourrions encore le réciter ensemble. Mais les luttes civiques, celles qu'implique la démocratie, eh bien ! nous nous y sommes livrés sans excès mais avec une ténacité qui veut que 40 ans plus tard nous en sommes encore à parler de la France avec la passion qui nous habite et chacun fidèle à ce qu'il est, fidèle à ce qu'il croit. Disons pour limiter cette discussion que nous représentons les histoires de la France et qu'ensemble nous en somme l'Histoire. Si je préfère la mienne à la vôtre, vous me le pardonnerez, vous pourriez, le cas échéant, énoncer une réplique semblable.
- Monsieur le maire, mesdames et messieurs, demain matin, je me trouverai devant vos assemblées régionales où nous débattrons de tous les grands intérêts de l'Aquitaine et bien entendu de Bordeaux et de sa région. Et puis je poursuivrai ma route après un arrêt à Bègles vers le département des Pyrénées atlantiques. Je terminerai par le département des Landes et je vous dirai que c'est pour moi l'un des voyages - c'est ma huitième ou ma neuvième visite en province, avec une signification particulière, parce que c'est la région d'Aquitaine, pas exactement la région administrative d'aujourd'hui - la Charente n'y est pas, c'est une autre. Mais l'histoire, c'est déjà l'Aquitaine et après tout Eléonore qui nous a bien fait quelques histoires, Eléonore elle était aussi de Poitiers, mais je suis né sous le ciel d'Aquitaine, ce ciel mouillé, cette lumière si nuancée qu'elle est inimitable. J'y suis né, j'y suis revenu et je compte bien y achever mes jours. Je veux dire que je l'aime, même si elle n'a pas toujours la figure que je préférerais dans ses choix, bien qu'elle l'ait souvent. Tous ceux qui viennent d'Aquitaine me sont chers.
- J'en ai fini. Retournons à nos préférences, à nos luttes, respectons ensemble la loi de notre communauté et servons la France, je n'ai rien d'autre à dire.
- Merci monsieur le maire, merci mesdames et messieurs de votre accueil,
- Vive Bordeaux,
- Vive la République,
- Vive la France.\